

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 385/Mars 2023

TENDANCES CONJONCTURELLES

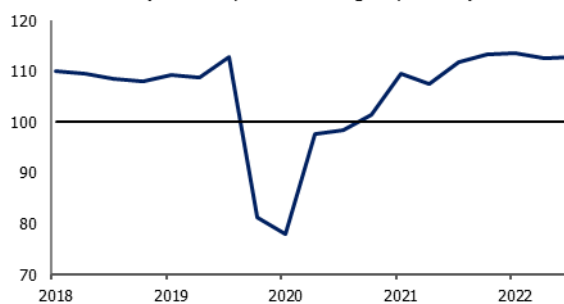
4^e TRIMESTRE 2022

Une confiance qui se maintient au quatrième trimestre

L'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) atteint 112,8 au quatrième trimestre 2022, soit près de 13 points au-dessus de sa moyenne de longue période. Il est quasi stable par rapport au trimestre précédent (+0,3 point) en raison de la contribution positive de sa composante passée.

Pour les trois prochains mois, les chefs d'entreprise sont moins nombreux qu'au trimestre précédent à prévoir une hausse de leur activité et de leurs effectifs. Ils anticipent cependant une stabilisation de leur trésorerie.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

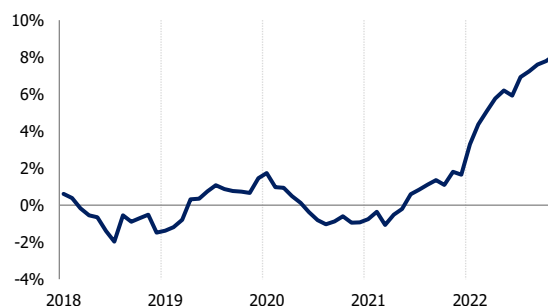
La hausse des prix accélère

La hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) continue d'accélérer, +8,5 % en glissement annuel en décembre 2022, après +7,6 % en septembre. Elle résulte principalement de la progression des prix de l'ameublement et de l'équipement ménager (+13 % après 5,8 %) ainsi que des produits alimentaires (+12 % après +9,5 %).

Les seules contributions négatives à l'évolution de l'IPC sont les tarifs des communications, qui diminuent de 16,4 % sur l'année, et ceux du poste *articles d'habillement et articles chaussants* (-5,5 %).

En 2022, l'inflation moyenne s'est établie à 6,4 % contre 0,5 % en 2021.

Indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



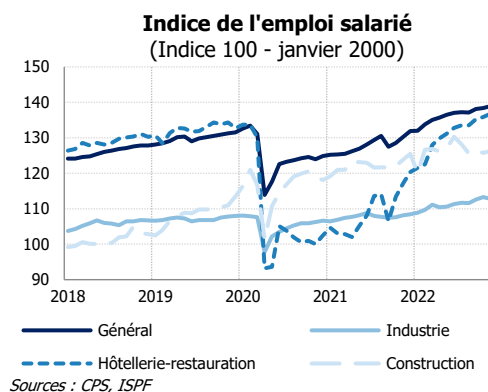
Source : ISPF

Le marché du travail demeure favorable

L'indice de l'emploi salarié du secteur marchand enregistre en décembre une progression annuelle de 5,6 %. Au niveau sectoriel, c'est l'hôtellerie-restauration qui affiche la plus forte progression, +13,6 %, suivie des autres services (+5,5 %) et de l'industrie (+4,1 %). Le secteur de la construction (+1,0 %), en revanche, modère la tendance globale.

Si la grande majorité des secteurs d'activité avaient retrouvé leur niveau d'emploi d'avant crise dès septembre 2021, l'indice de l'emploi de celui de l'hôtellerie-restauration n'a retrouvé son niveau qu'en septembre 2022.

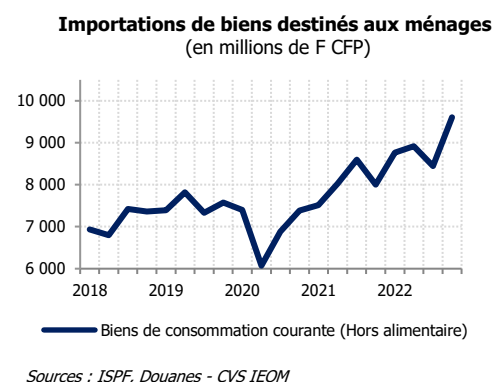
Le nombre d'offres d'emploi moyen mensuel, quant à lui, augmente de 52 % sur un an (502 offres contre 331 en 2021). Parmi les secteurs qui ont publié le plus d'offres d'emploi, l'hébergement-restauration s'est distingué, en proposant une centaine en moyenne par mois.



La consommation des ménages progresse toujours

Les commerçants interrogés par l'IEOM estiment que leur courant d'affaires est resté stable au dernier trimestre 2022, mais qu'il devrait se tasser dans les trois prochains mois.

La demande intérieure contribue à la hausse des importations de biens de consommation (hors alimentation), tant en valeur (+20 % en glissement annuel en donnée CVS au dernier trimestre 2022) qu'en volume (+14,5 %). La hausse de la production de crédits à la consommation aux ménages, qui progresse de 24,9 % en glissement annuel, appuie ce dernier constat.

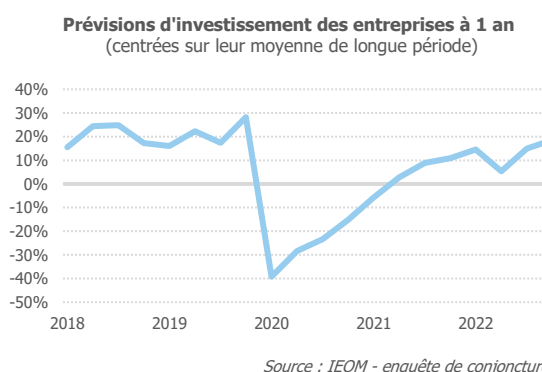


L'investissement des entreprises demeure soutenu

Malgré l'alourdissement des charges liés à la revalorisation du SMIG en octobre dernier et des trésoreries tendues, les entreprises interrogées par l'IEOM demeurent optimistes concernant leurs perspectives d'investissement à l'horizon d'un an.

Sur l'année 2022, la production de crédits à l'équipement pour les entreprises s'inscrit en forte hausse par rapport à 2021 avec une progression de 59 % (36,8 milliards de F CFP contre 23,1 milliards en 2021).

La production de crédits à l'habitat des particuliers, en revanche, fléchit de 7,2 % sur l'année (37,2 milliards de F CFP en 2022 contre 40,1 milliards en 2021).



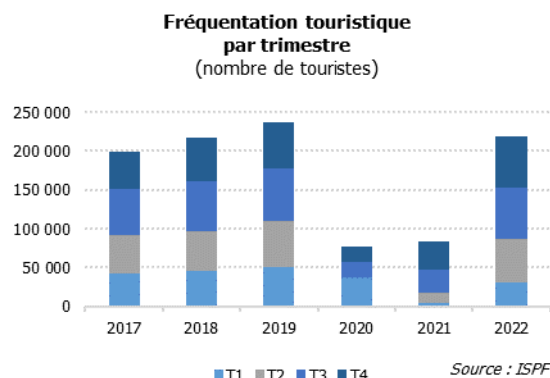
Des évolutions divergentes selon les secteurs

La fréquentation touristique en 2022 proche de celle de 2019

Après deux années marquées par la Covid-19, le nombre de touristes, 219 000 en 2022, se rapproche du pic atteint en 2019 (237 000). Sur le dernier trimestre de l'année, les États-Unis représentent 45 % des touristes et la France 27 %, soulignant la forte dépendance de la Polynésie française à ces deux marchés.

Tirant parti de la hausse de la fréquentation touristique, l'hôtellerie polynésienne enregistre un coefficient moyen de remplissage au dernier trimestre de 73,7 %, en hausse de 17,7 points en glissement annuel et supérieur à celui du dernier trimestre 2019 (68,1 %).

Les hôteliers interrogés dans le cadre de l'enquête de l'IEOM constatent un niveau d'activité satisfaisant qui devrait se maintenir le trimestre à venir. Les hôtels ont augmenté leurs prix durant l'année 2022, le revenu moyen par chambre disponible passant de 21 000 F CFP en 2021 à 41 000 F CFP en 2022. Cette hausse leur a permis de conforter leur situation de trésorerie.

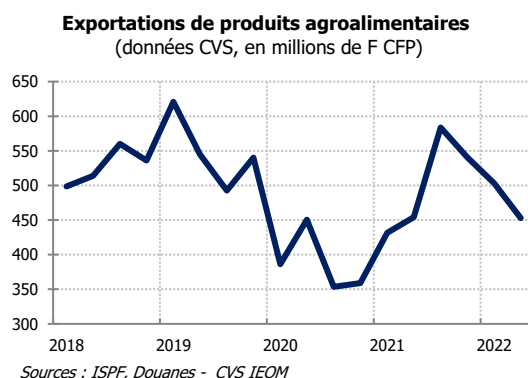


Secteur secondaire : une activité contrastée

Au dernier trimestre de l'année 2022, les dirigeants du secteur de l'industrie, qui ont répondu au questionnaire de conjoncture, font part d'une amélioration de leur activité et prévoient une stabilisation de cette dernière dans les prochains mois. Dans une dynamique commune à l'ensemble des secteurs, leurs prix de vente ont augmenté et cette évolution devrait se maintenir dans les mois à venir.

Les filières agroalimentaires tournées vers l'export enregistrent une baisse de leurs recettes, -14,9 % au dernier trimestre 2022 par rapport à fin 2021.

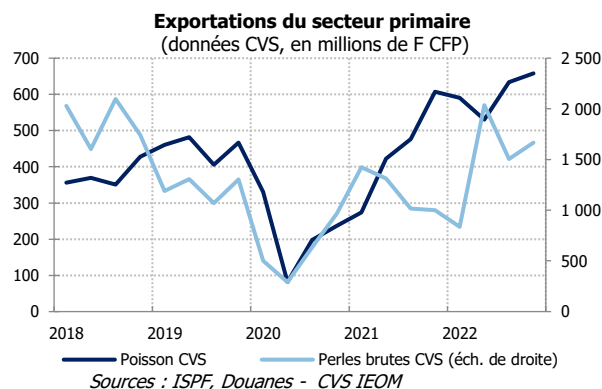
Les entreprises du BTP, pour leur part, indiquent une dégradation de leur courant d'affaires. La hausse des prix des intrants a été répercutée sur leurs prix de vente. En effet, les prix à l'import par tonne pour le ciment et le carrelage ont crû de respectivement 53 % et 39 % en glissement annuel au dernier trimestre 2022. Les chefs d'entreprise prévoient de procéder à de nouvelles hausses dans les prochains mois afin de restaurer leur situation de trésorerie.



Secteur primaire : un secteur qui reste dynamique à l'export

Au quatrième trimestre 2022, les recettes à l'export de poissons augmentent de 8 % en glissement annuel (658 millions de F CFP contre 607 millions au dernier trimestre 2021, données CVS), pour un tonnage en recul de 9,5 %.

Les exportations de perles brutes ont, quant à elles, rapporté 1,7 milliard de F CFP au quatrième trimestre 2022, contre 1 milliard un an plus tôt, soit une hausse de 66,6 %, avec un volume exporté inférieur de 8,1 % (données CVS). Le prix moyen au gramme s'établit ainsi à 768 F CFP contre 501 F CFP au dernier trimestre 2021.



L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE A ETE RESILIENTE EN 2022 MALGRE L'INFLATION

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2023, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,4 % en 2022, soit une révision à la hausse de 0,2 point par rapport aux prévisions d'octobre. Pour 2023, le FMI anticipe une progression de l'activité mondiale de 2,9 %. Si le durcissement des conditions de financement à l'échelle mondiale et le risque d'une intensification de la guerre en Ukraine pourraient tirer l'activité économique à la baisse, la récente réouverture de la Chine et le possible déclin de l'inflation, permettent d'envisager une reprise plus rapide que prévue. En effet, après avoir atteint 8,8 % en 2022, l'inflation mondiale devrait s'établir à 6,6 % en 2023 et à 4,3 % en 2024, selon les prévisions du FMI.

Aux États-Unis, le PIB a augmenté de 0,7 % au quatrième trimestre 2022, en rythme trimestriel, après une hausse de 0,8 % au trimestre précédent. La consommation des ménages est restée le principal moteur de la croissance économique alors que la contribution du commerce extérieur est en net repli. Sur l'ensemble de l'année 2022, le PIB a crû de 2,1 % selon le Bureau d'analyse économique américain. Si le FMI anticipe une croissance plus modérée en 2023 (+1,4 %), celle-ci a été revue à la hausse de 0,4 point par rapport aux prévisions d'octobre.

Dans la zone euro, l'activité a enregistré une hausse de 0,1 % au quatrième trimestre, après une augmentation de 0,3 % au troisième trimestre. Cette évolution cache des disparités entre les pays de la zone, puisque l'Allemagne et l'Italie ont vu leur PIB se contracter sur la période (-0,2 et -0,1 %), à l'inverse de la France et de l'Espagne (+0,1 et +0,2 %). À fin décembre, l'inflation s'est établie à +9,2 %, contre +10,1 % un mois plus tôt. Sur l'ensemble de l'année, la croissance de la zone a atteint 3,5 % selon le FMI. En 2023, elle pourrait s'établir à 0,7 %, soit une révision à la hausse de 0,2 point par rapport aux précédentes prévisions.

En France, le PIB a crû de 0,1 % au quatrième trimestre selon l'Insee. La consommation des ménages s'est nettement contractée (-0,9 %) tandis que l'investissement a ralenti (+0,8 % après +2,3 % au trimestre précédent). Contrairement aux trois premiers trimestres de l'année, le commerce extérieur a contribué positivement à la croissance (+0,5 point). Cela s'explique par la baisse marquée des importations (-1,9 %) alors que les exportations ont reculé de manière plus modérée (-0,3 %). Sur l'ensemble de l'année, le PIB a augmenté de 2,6 %. La croissance devrait ralentir en 2023 pour s'établir à 0,3 % selon la Banque de France.

Au Japon, l'activité économique a rebondi au quatrième trimestre (+0,2 % après -0,3 %). Cette évolution s'explique par le retour des touristes étrangers après la levée totale des restrictions à l'entrée du pays en octobre, mais également par la résilience de la consommation des ménages, en hausse de 0,5 % sur le trimestre. Le PIB japonais a crû de 1,4 % sur l'ensemble de l'année 2022 et pourrait progresser de 1,8 % en 2023 selon le FMI.

Enfin, les pays émergents et en développement ont vu leur PIB augmenter de 3,9 % en 2022 avec d'importantes disparités entre les pays : si l'Inde a enregistré une croissance de 6,8 % sur l'année, la Chine a vu son activité progresser de 3 %, soit un rythme sensiblement identique à celui du Brésil et du Mexique (+3,1 %). La Russie a quant à elle vu son PIB reculer de 2,2 % sur l'ensemble de l'année. En 2023, le FMI table sur une croissance de 4,0 % pour ce groupe de pays.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 21 février 2023.

L'INFLATION SE STABILISE A DES NIVEAUX ELEVES DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

Dans un contexte de dépréciation du dollar US, l'inflation semble se stabiliser en fin d'année 2022. Les variations de prix annuelles atteignent encore des niveaux élevés dans la zone Asie-Pacifique. Entre fin septembre et fin décembre, l'indice US dollar s'est déprécié de près de 9 %, permettant ainsi de réduire le coût de nombreux produits importés, notamment énergétiques. La plupart des banques centrales de la zone Pacifique ont continué d'augmenter leurs taux directeurs afin de freiner la dynamique des prix. La Bank of Japan et la People's Bank of China font figure d'exception.

En **Australie**, l'économie conserve une dynamique positive comme en témoigne le taux de croissance du troisième trimestre (5,9 % en glissement annuel contre 3,6 % au trimestre précédent). Les dépenses de consommation des ménages contribuent très majoritairement à cette croissance, dans un contexte de réduction des effets de la pandémie de la Covid-19. L'indice des prix à la consommation augmente de 7,8 % en décembre 2022 (après 7,3 % au trimestre précédent). Les variations trimestrielles témoignent toutefois d'une stabilisation de l'inflation qui s'élève à 1,9 % au dernier trimestre contre 1,8 % au deux trimestres précédents. Pour lutter contre l'inflation, la Reserve Bank of Australia a augmenté ses taux à trois reprises de 25 points de base au début de chaque mois du trimestre. La hausse du 7 décembre porte le taux directeur à 3,10 %. Du côté du marché du travail, le chômage ne représente au quatrième trimestre que 3,5 % de la population active, tandis que les salaires sont toujours orientés à la hausse (3,0 % en croissance annuelle).

En **Nouvelle-Zélande**, le PIB progresse au troisième trimestre 2022 : +2,7 % contre +1,1 % au trimestre précédent en glissement annuel, notamment du fait de la contribution positive de l'investissement privé (+3,3 %) et des exportations de biens et services (+7,8 %). Par ailleurs, l'inflation semble se stabiliser : le taux de croissance de l'IPC en glissement annuel s'élève à 7,2 % en décembre et ce taux n'évolue que très peu depuis juin. Au niveau trimestriel, la hausse des prix est même plus faible au quatrième trimestre (+1,4 %) qu'au troisième trimestre (+2,2 %). Ces évolutions masquent néanmoins de fortes hétérogénéités sur le plan sectoriel : si le coût du logement et celui des produits alimentaires ont augmenté de respectivement 8 et 11 % en glissement annuel, le prix de l'essence a quant à lui baissé de 7,2 %. Dans ce contexte, la Reserve Bank of New Zealand a poursuivi sa politique de resserrement monétaire en augmentant son taux directeur : la hausse de 75 points de base du 23 novembre porte le taux directeur à 4,25 %. Bien qu'historiquement faible, le taux de chômage repart légèrement à la hausse au dernier trimestre (3,4 %), niveau qui n'avait plus été atteint depuis le troisième trimestre 2021.

En **Indonésie**, la croissance atteint 5,0 % au quatrième trimestre en glissement annuel, contre 5,7 % au trimestre précédent. Ce niveau de croissance a été essentiellement soutenu par la croissance de l'activité dans le secteur des transports et du stockage (17,0 %). Du côté de la demande, ce sont les exportations de biens et de services qui ont connu la plus forte croissance (14,9 %). L'inflation s'établit à 5,5 % en glissement annuel en décembre, après avoir atteint un record depuis 7 ans en septembre (6,0 %). Mais derrière cette décélération en fin d'année, l'inflation de base reste élevée (pour rappel cette dernière exclut les prix administrés, en hausse de 13,3 %, et les prix de certains produits alimentaires qui progressent de 5,6 %). Pour limiter les conséquences de l'inflation et renforcer la stabilisation de la roupie (qui a connu une dépréciation de 8,6 % en un an), la Bank Indonesia a augmenté ses taux au cours de chaque mois du trimestre. Après la dernière hausse de 25 points de base, le taux directeur s'élève à 5,50 % au 22 décembre.

Sources : FMI, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Bank of Indonesia, BoJ.